

Baudry

THEORIE DES SYSTEMES ECONOMIQUES  
NON - CAPITALISTES

par  
Alexandre CHAYANOV

Traduit par Ph. COUTY  
ORSTOM, Dakar  
Mars 1970

20 AVR. 1970

O. N. O. M.  
Collection de Référence  
n° B/3951

J'avais essayé, dans deux publications antérieures (1) de tracer un schéma qui rende compte de la structure des économies de savane africaines. Cet effort a été poursuivi, et il aboutit aujourd'hui aux conclusions provisoires suivantes :

- a) La distinction des trois secteurs (subsistance, intermédiaire et moderne) paraît fructueuse et peut être retenue. Une orientation intéressante pour la recherche serait la suivante : donner un contenu chiffré à ces secteurs, à partir des comptabilités nationales.
- b) Le contenu de chaque secteur doit être précisé et approfondi. C'est ce qui a été fait au Sénégal à l'occasion d'enquêtes effectuées de 1967 à 1970. La réflexion a porté sur le secteur qualifié précédemment de "moderne"; il semble acquis aujourd'hui que cet adjectif ne doit être utilisé qu'avec prudence, pour deux raisons :
  - 1° Soit parce que les paysans apparemment convertis à l'économie de marché réinterprètent à leur manière les catégories fondamentales du système capitaliste, le travail, par exemple. C'est ce qui s'est passé chez les Mourides.
  - 2° Soit parce que le secteur "moderne", bien qu'orienté avant tout vers le marché, fonctionne en fait selon des normes économiques qui ne sont pas les normes de maximisation du profit capitaliste..

Le premier de ces points a été traité dans plusieurs publications (COPANS, COUTY, ROCH, ROCHETTEAU) consacrées à la doctrine et à la pratique du travail en milieu mouride-wolof. Le second paraît susceptible d'être éclairé par les travaux de CHAYANOV sur l'économie paysanne. La traduction qu'on va lire a pour but de faire connaître l'un de ces travaux.

- c) Les problèmes relatifs au secteur de subsistance n'ont pas été sérieusement abordés. On peut seulement dire que le secteur de subsistance n'existe pas en tant que tel : c'est seulement un modèle théorique propre à rendre partiellement compte de situations complexes. Encore très peu élaboré, ce modèle devrait être enrichi grâce à une réflexion systématique sur les données de la littérature ethnographique.

ORSTOM, Dakar, mars 1970

Philippe COUTY

(1) - Sur un secteur intermédiaire dans les économies de savane africaine : l'exemple du natron, ORSTOM, Paris 1966 (ronéo.)

- La structure des économies de savane africaine, Cahiers ORSTOM de Sciences Humaines, V, 2, 1968.

Avant - propos

Alexandre CHAYANOV (1888-1939) est l'auteur d'un ouvrage théorique sur l'économie paysanne, publié à Moscou en 1925. Ce livre a été traduit en anglais en 1966, à l'instigation de l'American Economic Association (1).

Une première version de ce texte avait été publiée dès 1923 à Berlin en langue allemande. Les deux ouvrages sont peu connus en Europe et aux Etats-Unis, alors qu'ils ont rencontré un vif succès en d'autres parties du monde, et notamment au Japon. Pourtant, comme l'écrit Daniel THORNER dans son introduction à l'édition américaine de 1966 :

"Beaucoup de ceux qui cherchent à comprendre le comportement économique de la paysannerie semblent ignorer qu'ils s'attaquent à des questions traitées depuis 1860 par plusieurs générations d'économistes russes. Les problèmes auxquels sont confrontés les économistes dans des pays tels que le Brésil, le Mexique, la Turquie, le Nigéria, l'Inde et l'Indonésie ressemblent de manière frappante à ceux qui étaient à l'ordre du jour en Russie depuis l'émancipation des serfs de 1861 jusqu'à la collectivisation de l'agriculture à la fin des années 20 " (2)

S'appuyant sur un ensemble unique au monde d'enquêtes économiques et statistiques lancées par les Zemstvos (3) et réalisées de 1870 à 1914, CHAYANOV élabore :

- une théorie du comportement paysan au niveau familial (micro-économique) ;
- une théorie macro-économique : l'économie paysanne constitue un système économique à part, système non-capitaliste trouvant sa place dans l'économie nationale.

La première de ces théories est exposée dans l'ouvrage de 1925, la seconde dans un texte plus court, intitulé "Théorie des systèmes économiques non-capitalistes" (4) ; c'est ce texte qu'on peut lire ci-après, traduit in extenso d'après la version anglaise de l'American Economic Association.

(1) Peasant Farm Organization, in A.V. CHAYANOV, The Theory of Peasant Economy, edited by Daniel THORNER, Basile KERBLAY & R.E.F. SMITH, Richard D. Irwin, Homewood, Ill. 1966, 317 p.

(2) p. xi.

(3) Nouvelles assemblées provinciales et de district créées pour mettre en oeuvre les réformes foncières de 1861. Marx apprit le russe à partir de 1870 essentiellement pour prendre connaissance de ces enquêtes. Ses notes de lecture ont été traduites en russe et publiées à Moscou de 1948 à 1955.

(4) Zur Frage einer Theorie der nichtkapitalistischen Wirtschafts-systeme, Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik Vol.51 (1924), 3ème partie, pp. 577-613.

Le problème fondamental des économies dites sous-développées est probablement celui de la coexistence entre systèmes économiques différents au sein d'un même ensemble qualifié de national, donc des communications possibles entre systèmes. Autrement dit, pour comprendre une situation de sous-développement (et pour pouvoir agir sur elle), il faut :

- repérer les systèmes pertinents (quelle est la structure de l'économie en cause),
- connaître le mode de fonctionnement de chaque système pris isolément,
- élucider les modes de contact ou d'interaction des systèmes au sein de l'économie considérée.

Actuellement, les schémas dualistes habituels semblent insatisfaisants : les simplifications qui veulent voir dans le secteur "traditionnel" un simple secteur de subsistance ou dans le secteur moderne un secteur purement capitaliste déforment gravement la réalité. L'article de CHAYANOV vise précisément à mieux définir les systèmes qui composent une économie concrète, et à élucider le fonctionnement de l'un d'entre eux. L'auteur montre que les systèmes économiques ne peuvent avoir de contacts que par le moyen des catégories qui leur sont communes. Bien que fondée sur des enquêtes menées en Russie, cette direction de recherche est assez générale pour intéresser les économistes travaillant en Afrique.

X

X

X

Théorie des systèmes économiques  
non - capitalistes

Dans la théorie moderne de l'économie nationale, il est devenu habituel de considérer presque tous les phénomènes économiques exclusivement selon le vocabulaire propre à une économie capitaliste. Tous les principes de notre théorie - rente, capital, prix et autres catégories - ont été élaborés dans le cadre d'une économie fondée sur le travail salarié et visant à maximiser les profits (c'est-à-dire la plus grande partie possible de la fraction du revenu brut qui subsiste après déduction des coûts de production matériels et des salaires). Les autres types (non capitalistes) de vie économique sont considérés comme sans importance ou en voie de disparition ; de toute manière, on juge qu'ils n'exercent aucune influence sur les problèmes fondamentaux de l'économie moderne, et que par conséquent ils ne présentent aucun intérêt théorique.

Il nous faudra accepter cette thèse, compte tenu de l'indiscutable domination exercée par le capital financier et commercial dans les échanges mondiaux, ainsi que du rôle incontesté qu'il joue dans l'organisation actuelle de l'économie mondiale. Mais nous ne devons en aucune façon étendre cette thèse à tous les phénomènes de notre vie économique. Il nous sera impossible de poursuivre une réflexion économique en nous contentant de catégories capitalistes, parce qu'un secteur très vaste de la vie économique (plus précisément : la majeure partie de la sphère de production agricole) est basée non sur une forme capitaliste, mais sur une forme complètement différente : celle de l'exploitation familiale sans salariés (1). Une exploitation de ce genre a des raisons très particulières de se livrer à l'activité économique ; elle a aussi une conception très spéciale des possibilités de profit. Nous savons que la plupart des exploitations paysannes qui se trouvent en Russie, en Chine, en Inde dans la majorité des états non-européens et même dans beaucoup d'états européens, ignorent les catégories du travail salarié et du salaire. Même superficielle, une analyse théorique des structures économiques de ces exploitations suffit à montrer que leurs phénomènes économiques spécifiques n'entrent pas toujours dans le cadre de l'économie classique, ni dans la théorie moderne de l'économie nationale qui en dérive. Nous devons dépasser ce cadre conceptuel de l'économie nationale si nous voulons effectuer une analyse théorique de notre passé économique.

Des systèmes passés, tels que le servage en Russie et l'esclavage en Amérique, posent le problème de savoir si les concepts de la pensée économique contemporaine (capital, intérêt, rente économique, salaire) leur sont applicables. En tant que catégorie économique au sens moderne du terme, le salaire est évidemment absent des systèmes qui viennent d'être cités ; avec lui, le contenu théorique habituel des autres catégories de notre système économique national disparaît puisque la rente et l'intérêt, en tant que constructions théoriques, sont indissolublement liées au salaire. Par ailleurs, une observation de ce genre nous permet d'acquérir une nouvelle catégorie, totalement ignorée par la théorie moderne, le prix des esclaves.

(1) Dans la version américaine, les termes : family economic unit, labor economic unit, family labor economic unit et labor family désignent tous l'exploitation d'une famille de paysans ou d'artisans n'employant pas de salariés et n'utilisant que le travail de ses propres membres.

Nous nous trouvons dans une situation encore plus difficile en ce qui concerne les systèmes économiques des peuples primitifs. Dans ces systèmes, une catégorie de base telle que le prix du marché (fondamentale pour notre pensée théorique) est souvent non-existante. De ce fait, la structure économique du colonat romain, ou celle de l'économie naturelle des peuples primitifs, se trouvent complètement rejetées en dehors du cadre de la pensée économique actuelle. Même en ce qui concerne le Moyen Age, nous aurions des difficultés à analyser la formation des prix à l'aide des concepts dont nous disposons. Comment par exemple évaluer le prix des produits que le seigneur féodal perçoit à titre de paiement en nature et exporte pour être vendus sur des marchés éloignés ?

Sans aucun doute, l'école historique a le grand mérite d'avoir décrit le passé économique (en particulier le passé germano-romain et le monde ancien) et d'avoir dévoilé sa morphologie détaillée; mais même la description la plus exacte et la plus minutieuse est incapable, en tant que telle, de fournir une théorie des faits économiques décrits. Or la science a un besoin urgent d'analyse théorique en ce qui concerne notre passé économique; pour chacun des types économiques que nous avons déjà décrits en partie, il faudrait construire un système économique qui corresponde à ses traits spécifiques. Il me semble qu'une recherche orientée dans ce sens pourrait avoir d'importants résultats, même si elle peut sembler n'être qu'une collecte d'antiquités effectuée par des amateurs. A titre de paléontologie économique, non seulement cette recherche ferait progresser l'analyse comparative des systèmes existants, mais encore elle serait d'une grande utilité pratique pour la politique économique. Le type "exploitation basée sur le travail familial" (que nous définirons de manière plus détaillée ci-après) et d'autres types plus anciens existent encore à présent en grand nombre hors d'Europe. Une analyse théorique utilisant des catégories adéquates aux caractéristiques de ces types serait d'un plus grand secours pour la politique coloniale que les tentatives faites pour adapter l'économie du Zambèze au lit de Procruste des catégories économiques de la moderne école de Manchester.

Nous regrettons que ni Aristote si les autres auteurs anciens ne nous aient laissé une théorie économique, au sens que nous donnons à cette expression aujourd'hui, concernant la réalité économique de leur temps. Les pères de l'Eglise, contemporains du régime féodal, traitèrent souvent de problèmes économiques dans leurs ouvrages; mais comme on sait, ils consacrèrent toute leur attention au côté moral de la vie économique. La littérature économique russe au tournant des XVIIème et XVIIIème siècles, telle qu'elle est représentée par Sylvester, Posozkov et Volynskii, traitait surtout de sujets d'économie privée ou de problèmes d'administration publique. Ni l'économie américaine de l'esclavage ni celle de la période du servage en Russie ne nous ont laissé une théorie économique complète correspondant à leurs structures. Comme notre connaissance des littératures japonaise et chinoise est limitée, nous ne pouvons juger de leurs tentatives théoriques pour expliquer les formes passées de la vie économique. Puisque les époques révolues ont négligé d'élaborer elles-mêmes des théories portant sur les systèmes économiques d'autrefois, nous sommes obligés d'essayer de les construire nous-mêmes.

Nous savons que la clé de la vie économique dans la société capitaliste consiste dans la formule suivante, utilisée pour calculer les possibilités de profit : une entreprise est jugée profitable si son revenu brut  $R_b$ , déduction faite des avances en capital circulant (coûts matériels annuels,  $C_m$ , et salaires,  $S$ ) forme une somme égale ou supérieure au total du capital constant et circulant de l'entreprise,  $C_a$ , affecté d'un intérêt calculé selon le taux en vigueur dans le pays et à l'époque considérés ( $i$ ):

$$R_b - (C_m + S) \stackrel{=}{>} C_a \times \frac{i}{100}$$

Tous les calculs de l'économie théorique commencent explicitement ou implicitement par cette formule. Les éléments de cette formule, à savoir :

- la valeur d'échange (prix du marché) du revenu brut et des coûts matériels de production,
- les salaires,
- l'intérêt du capital,

ne sont pas, dans le cas étudié, des grandeurs accidentelles ressortissant à l'économie privée, mais des phénomènes fondamentaux relevant d'un ordre social et économique. La théorie de l'économie nationale a pour contenu et pour but l'explication scientifique de ces phénomènes.

La théorie économique de la société capitaliste moderne est un système compliqué de catégories économiques : prix, capital, salaire, intérêt, rente, étroitement liées les unes aux autres, se déterminant mutuellement, et fonctionnellement interdépendantes. Si une pierre est ôtée à cette construction, tout l'édifice s'effondre. En l'absence de l'une quelconque de ces catégories, toutes les autres perdent leur caractère spécifique et leur contenu conceptuel; elles ne peuvent même plus être définies quantitativement.

Par exemple, on ne peut appliquer, dans son sens habituel, l'une quelconque des catégories économiques énumérées ci-dessus à une structure économique privée de la catégorie prix, c'est-à-dire à un système entier d'unités fonctionnant en économie naturelle et servant exclusivement à satisfaire les besoins des familles de travailleurs ou autres communautés. En économie naturelle, l'activité économique humaine est dominée par la nécessité de satisfaire les besoins de chaque unité de production isolée - laquelle est en même temps une unité de consommation. Aussi la préparation d'un budget est-elle ici, dans une large mesure, qualitative: pour chaque besoin de la famille, doit être fourni dans chaque unité économique le produit qualitativement correspondant, en nature.

On ne peut alors calculer (mesurer) des quantités qu'en considérant l'étendue de chaque besoin : il y a ou non suffisance, il y a manque dans telle ou telle proportion - tel est le genre de calcul possible en l'occurrence. En raison de l'élasticité des besoins eux-mêmes, il n'est pas nécessaire que ce calcul soit très exact. Par conséquent, la question des comparaisons entre le caractère plus ou moins profitable de diverses dépenses ne peut se poser - la question de savoir, par exemple, s'il serait plus profitable ou plus avantageux de faire pousser du chanvre ou de l'herbe. Ces produits végétaux ne sont pas interchangeables, et ne peuvent se substituer l'un à l'autre; un étalon commun ne peut donc leur être appliqué.

Il résulte de tout ceci qu'en économie naturelle, la vie économique, le discernement de ce qui est économique et profitable, les "lois" étranges qui régissent la vie sociale, se présentent de manière très différente des idées et principes fondamentaux de notre économie, tels qu'ils sont couramment exposés dans les manuels. C'est seulement quand se développent l'économie monétaire et l'économie d'échange que la gestion perd son caractère qualitatif. L'intérêt pour la pure quantité passe alors au premier plan, - le souci d'obtenir la quantité maximum, laquelle peut d'ailleurs revêtir n'importe quelle forme grâce à l'échange. Au fur et à mesure que l'échange et la circulation monétaire s'accroissent (donc que l'économie devient une économie de marchandises), la quantité devient de plus en plus indépendante de la qualité et de la signification spécifique de cette dernière face à certaines demandes. La catégorie prix devient la plus importante; associée aux autres catégories existantes, elle constitue le système économique dont traite l'Economie Politique.

L'économie théorique est elle aussi menacée lorsqu'une catégorie disparaît du système, la catégorie salaire, par exemple. Supposons que, parmi <sup>tous</sup> les systèmes économiques possibles auxquels manque cette catégorie, nous en choissions un où existent l'échange et le crédit - donc les catégories prix et capital; ce pourrait être par exemple un système d'exploitations paysannes et artisanales fondées sur le travail familial et reliées économiquement les unes aux autres par des processus d'échange monétaire; même dans ce cas, nous ne manquerons pas de constater que la structure d'une telle économie se situe hors des systèmes conceptuels adaptés à l'économie de la société capitaliste.

Sur l'exploitation à base de travail familial, la famille, équipée de moyens de production, utilise sa force de travail pour cultiver le sol, et obtient comme résultats du travail d'une année une certaine quantité de biens. Un seul coup d'oeil sur la structure interne de cette exploitation suffit à faire comprendre qu'en l'absence de la catégorie salaire il est impossible de situer dans cette structure le profit net, la rente et l'intérêt sur le capital, considérés comme de véritables catégories économiques au sens capitaliste du terme.

Le paysan ou l'artisan qui gère sa propre affaire sans travail salarié obtient, comme résultat du travail d'une année, une quantité de produit, qui, après échange sur le marché, forme le produit brut de son exploitation. De ce produit brut, nous devons déduire une somme correspondant aux coûts de production matériels nécessaires pour l'année; reste alors l'accroissement de biens matériels en valeur obtenu par la famille grâce à son travail de l'année, - ou, pour parler autrement, le produit du travail de cette famille. Ce produit du travail familial est la seule catégorie possible de revenu pour une exploitation artisanale ou paysanne fondée sur le travail familial, puisqu'il n'existe aucun moyen de le décomposer analytiquement et objectivement. Puisque le phénomène social du salaire n'existe pas, le phénomène social du profit net n'existe pas non plus. Il est donc impossible d'appliquer le calcul capitaliste du profit.

Il faut ajouter naturellement que ce produit indivisible du travail ne sera pas toujours le même pour toutes les exploitations familiales. Il variera selon la situation du marché, la localisation de l'exploitation par rapport aux marchés, les disponibilités en facteurs de production, la taille et la composition de la famille, la qualité du sol, et les autres conditions de production propres à l'exploitation. Mais comme nous le verrons plus loin, le surplus obtenu par l'exploitation en raison d'une meilleure localisation ou de disponibilités relativement meilleures en facteurs de production, n'est identique ni en nature ni en quantité à la rente et à l'intérêt du capital en économie capitaliste.

L'importance du produit du travail est déterminée principalement par la taille et la composition de la famille, le nombre de ses membres capables de travailler, la productivité de l'exploitation, et ceci est particulièrement important - le degré d'auto-exploitation grâce auquel les actifs fournissent une certaine prestation de travail au cours de l'année.

De minutieuses études empiriques portant sur les exploitations paysannes de Russie et d'autres pays nous ont permis de vérifier la thèse suivante : le degré d'auto-exploitation est déterminé par un équilibre spécifique entre la satisfaction de la demande familiale et la fatigue due au travail (1).

Chaque rouble supplémentaire de produit obtenu par le travail familial peut être considéré à deux points de vue :

- d'abord, compte tenu de sa signification au regard de la consommation, de la satisfaction des besoins familiaux;
- ensuite, au point de vue de la fatigue grâce à laquelle ce rouble a pu être acquis.

Il est évident que lorsque s'accroît le produit dû à un travail pénible, la signification qui s'attache, du point de vue de la consommation, à tout rouble nouvellement acquis, acquiert une valeur de moins en moins grande; par ailleurs, la fatigue née du travail augmente et exige une auto-exploitation de plus en plus grande. Aussi longtemps que l'équilibre n'est pas atteint entre les deux éléments <sup>ainsi</sup> évalués (c'est-à-dire aussi longtemps que la fatigue née du travail est subjectivement considérée comme moins grande que l'intensité des besoins pour la satisfaction desquels on supporte de travailler), la famille qui travaille sans aide salariée a toutes les raisons du monde de poursuivre son activité économique. Dès que le point d'équilibre est atteint, cependant, la poursuite du travail n'a plus de sens puisqu'il en coûte plus à l'artisan ou au paysan de continuer à travailler que d'abandonner les avantages économiques découlant du travail.

Notre travail, ainsi que les nombreuses études de A.N. CHELINTSEV, N.P. MAKAROV, et B.D. BRUTSKUS, ont montré que le moment de cet équilibre varie beaucoup. Il est atteint de la manière suivante : d'une part, à partir des conditions spécifiques de l'unité de production, de sa situation sur le plan du marché, et de sa localisation par rapport aux lieux d'échange (tout cela détermine le degré d'effort fourni); d'autre part, à partir de la taille et de la composition de la famille, et du caractère plus ou moins urgent de ses demandes - données qui déterminent le niveau de la consommation.

(1) Chayanov a utilisé un terme russe, tyagostnost, pour désigner les inputs de travail évalués subjectivement par le paysan. On pourrait traduire par laboriousness ou irk someness (pénibilité, gêne due au travail), ~~mais le mot tyagostnost (fatigue attribuable au travail) paraît préférable et a l'avantage d'être étymologiquement conforme à l'expression russe.~~ (Note des traducteurs de l'édition américaine).

Ainsi, d'une augmentation dans la productivité du travail, résulte l'obtention d'une quantité identique de produit avec un travail moindre. Ceci permet à l'unité économique d'accroître sa production et de satisfaire complètement la demande familiale. D'un autre côté, plus la famille est chargée de personnes incapables de travailler, plus est grande la signification de chaque rouble de revenu brut du point de vue de la consommation. Cela rend nécessaire une intensification de l'auto-exploitation de la force de travail familiale, afin que le niveau de vie de la famille, menacé par une demande accrue, puisse être maintenu dans une certaine mesure.

Sur la base des considérations qui précèdent, l'exploitation paysanne familiale doit tirer parti de la situation du marché et des conditions naturelles de manière à assurer à la famille un équilibre interne compatible avec le niveau de bien-être le plus élevé possible. Ce but est atteint en introduisant dans le plan d'organisation de l'exploitation un investissement en travail suffisant pour permettre une rémunération par unité de travail qui soit la plus élevée possible.

Ainsi, le calcul arithmétique objectif du profit net le plus élevé possible dans une situation donnée du marché ne détermine pas si telle action économique est acceptable ou non. Cela est fait <sup>par</sup> la confrontation économique interne d'évaluations subjectives. On prend toutefois en considération les conditions objectives particulières de l'unité économique.

Une unité économique fonctionnant d'après les principes exposés ci-dessus ne doit pas pour cela manifester un comportement économique extravagant, car en général les décisions qui permettent la rémunération la plus élevée par unité de travail investie et ceux qui garantissent à une exploitation capitaliste le profit net maximum sont à peu près les mêmes. Mais les études empiriques montrent que dans de nombreux cas les particularités structurelles de l'exploitation familiale paysanne fondée sur le travail la forcent à abandonner le comportement que dicterait la formule habituellement utilisée pour le calcul du profit capitaliste.

Des différences de cette sorte se manifestent, par exemple, dans les régions de peuplement dense, où la pénurie de terres ne permet pas à la famille paysanne de développer sa pleine capacité de travail selon des formes d'organisation optimales, c'est-à-dire procurant une rémunération maximum au travail. Pour l'exploitation capitaliste, ces formes optimales d'organisation économique - traduisant une intensification de l'activité - sont une norme absolue. A chaque nouvelle intensification, l'effet de l'input de travail supplémentaire diminue régulièrement selon la loi des rendements décroissants; le profit net décroît aussi par conséquent. Dans les exploitations non - capitalisées qui sont très à court <sup>de terre</sup>, au contraire, le souci de satisfaire les besoins annuels contraint la famille à une intensification dont la rentabilité diminue. Les membres de la famille obtiennent une augmentation du produit annuel total du travail au prix d'une diminution du revenu par unité de travail.

Le Professeur E. LAUR, par exemple, a étudié des exploitations suisses de faible superficie. En triplant leur intensité d'exploitation, ces fermes acceptèrent une grande perte de revenu par unité de travail, mais elles réussirent à utiliser pleinement leur capacité de travail, et à nourrir les familles. De même, de petites fermes du nord et de l'ouest de la Russie ont accru leur production de pommes de terre et de chanvre, spéculations dont le rendement est souvent moindre que celui de l'avoine mais qui exigent davantage de travail et qui par là augmentent le produit brut de l'exploitation familiale.

Autrement dit, une unité capitaliste ne peut accroître l'intensité de son activité au delà de la limite fixée par sa capacité optimum que si une modification du marché déplace cet optimum dans la direction d'une intensité accrue. Dans l'exploitation familiale fondée sur le travail, l'intensification peut aussi avoir lieu sans qu'apparaisse ce changement dans le marché, simplement à cause de la pression de forces internes, en raison de la plupart du temps d'un rapport défavorable entre la taille de la famille et la surface cultivée. Les caractéristiques particulières qui ont été attribuées plus <sup>haut</sup> à l'exploitation fondée sur le travail familial pèsent sur le système économique tout entier s'il est exclusivement fondé sur l'économie familiale et si, par conséquent, la catégorie du salaire en est absente.

Cette particularité ressort clairement lorsqu'on analyse la rente économique dans les conditions d'une exploitation basée sur le travail familial. En tant que catégorie de revenu économique objectif obtenu après que les coûts matériels de production, les salaires et l'intérêt habituel sur le capital aient été déduits du revenu brut, la rente ne peut exister dans l'exploitation familiale puisque les autres facteurs sont absents. Néanmoins, les facteurs qui sont habituellement à l'origine de la rente, tels que la qualité du sol ou la localisation par rapport au marché, existent certainement aussi dans les exploitations basées sur le travail familial qui produisent des biens en vue de les vendre. Ces facteurs doivent avoir pour effet d'augmenter le produit, et le paiement de l'unité de travail.

Une analyse plus approfondie permet d'arriver aux résultats suivants : le produit du travail familial, unique et indivisible, et par conséquent la prospérité de l'exploitation familiale, ne s'accroissent pas de manière aussi marquée que le rendement de l'exploitation capitaliste influencée par les mêmes facteurs. En effet, le travailleur paysan, prenant conscience de l'augmentation de productivité du travail, ne manque pas d'équilibrer plus tôt les facteurs économiques internes de sa ferme, c'est-à-dire à un moindre degré d'auto-exploitation de sa capacité de travail. Il satisfait les exigences de sa famille plus complètement en dépensant moins de travail, et diminue donc globalement l'intensité technique de son activité économique.

Selon les Professeurs A.N. CHELINTSEV et N.P. MAKAROV, ce facteur rente, manifesté par un niveau de prospérité légèrement accru, ne peut exister de façon durable car les régions qui bénéficient de cette situation attirent inévitablement la population des régions moins favorisées. Les surfaces des exploitations individuelles se trouvent réduites, ce qui les force à intensifier leur activité; la prospérité se trouve ainsi ramenée au niveau traditionnel habituel.

Si, dans de telles circonstances, les terres commencent à se louer ou à s'acheter librement, le prix de la terre ne peut naturellement s'établir en capitalisant la rente puisque la catégorie même de rente (telle que nous l'entendons aujourd'hui) n'existe pas dans le système économique que nous venons d'étudier. Néanmoins, sur un marché foncier utilisant la monnaie, les propriétés ne changent pas de mains gratuitement. Nous nous trouvons donc en face du problème économique fondamental de l'exploitation familiale : Comment s'établit le prix de la terre ? Combien l'exploitation paysanne peut-elle payer pour obtenir de la terre ? A quel prix la vendra-t-elle.

Nous pouvons répondre à ces questions si nous les abordons armés du concept spécifique de rentabilité que nous avons défini pour l'exploitation familiale fondée sur le travail. Ce concept fait apparaître que la location ou l'achat de terre ne sont avantageux pour la famille paysanne que si, grâce à ces opérations, elle peut atteindre un équilibre économique coïncidant avec un niveau de vie accru, ou avec une dépense de travail moindre.

Les exploitations paysannes qui disposent d'une grande quantité de terre et qui par conséquent **sont capables** d'utiliser la capacité totale de travail de la famille en portant l'activité agricole à un degré d'intensité optimum n'ont pas besoin de louer ou d'acheter de la terre. Toute dépense sur ce chapitre semble irrationnelle puisqu'elle n'accroît pas la prospérité de la famille mais diminue ses ressources. Si une famille ne dispose que d'une parcelle sur laquelle sa force de travail ne peut être utilisée qu'en partie, il est <sup>très</sup> important pour elle d'acquérir des surfaces supplémentaires afin d'utiliser la force de travail inemployée ; ainsi l'intensité de l'activité pourra-t-elle se rapprocher de l'optimum, et les heures précédemment gaspillées dans une inactivité forcée pourront-elles être employées. Dans les deux cas, l'augmentation de la rémunération par unité de travail, et l'accroissement de prospérité qui en découle, peuvent être assez considérables pour permettre à l'exploitation familiale de couvrir les frais de location ou d'achat avec une grande partie du produit brut de la parcelle nouvellement acquise.

Nous pouvons même dire, sans nous arrêter au paradoxe apparent, que plus l'exploitation paysanne est prête à acquérir de la terre, moins elle en possède déjà, donc plus elle est pauvre. En conclusion, nous devons considérer que le prix de la terre en tant que catégorie objective dépend d'une situation donnée du marché foncier, c'est-à-dire de l'importance et de l'urgence de la demande de terre chez les paysans mal lotis, et de l'offre de terre disponible pour une raison ou pour une autre.

Dans le système de l'exploitation paysanne, le niveau des prix de la terre ne dépend pas seulement du marché des produits agricoles et de la rentabilité de la culture en fonction de l'état de ce marché ; elle dépend surtout de l'augmentation de densité de la population rurale locale. Les études du Professeur V. Kosinskii sur le mouvement du prix de la terre et des baux en Russie et les données du même ordre contenues dans les études du Professeur Laur sur les exploitations paysannes suisses ont confirmé que les paysans disposant de peu de terre acquièrent celle-ci à des prix nettement supérieurs à la rente capitalisée. Ces données peuvent donc être considérées comme vérifiant empiriquement notre proposition théorique.

Il est très intéressant de remarquer que d'autres catégories économiques dépendant les unes des autres, telles que le taux de l'intérêt sur le capital, se comportent d'une manière analogue dans le système économique fondé sur le travail familial. Il est évident que l'exploitation basée sur le travail familial ne trouve avantage à investir en capital que si cela lui permet d'atteindre un niveau supérieur de bien-être ; sinon, elle rétablit l'équilibre entre la fatigue due au travail et la satisfaction de la demande.

Dans tous les cas où une prévision de nouvelles dépenses en capital promet un accroissement de prospérité soit par le moyen d'une productivité du travail accrue, soit par celui d'une extension des surfaces, la famille peut payer un intérêt inhabituellement élevé pour le capital exigé. Cet intérêt pourtant ne doit pas être élevé au point d'annuler tous les avantages procurés par le nouvel investissement en capital. La demande résultant de la situation du moment d'une part, et

d'autre part l'offre de capital disponible à ce même moment déterminent le prix du marché sous forme de l'intérêt normal des emprunts pour la période.

Autrement dit, ce qui précède nous amène à supposer que la "circulation du capital" dans l'exploitation familiale ne procure pas un revenu de capital qui formerait une source de revenu spéciale et objectivement disponible; elle exerce seulement une influence importante sur le produit du travail et par conséquent sur le revenu du produit du travail unique et indivisible ainsi que sur le moment critique de l'équilibre économique interne. Le niveau normal du taux d'intérêt fixé par le marché n'est pas déterminé par le mouvement global des capitaux productifs dans le pays (lequel ne se conforme évidemment pas à la formule marxiste classique M-C-M' (2), mais seulement par la situation de la demande et de l'offre dans le système de crédit pour ce qui concerne cette partie du capital national.

Dans l'exploitation familiale, la circulation interne du capital présente également des caractéristiques particulières. Si la famille ne cherche pas emprunter auprès de personnes extérieures, elle devra toujours considérer non seulement que chaque dépense en capital profitant à l'exploitation - par formation de capital nouveau ou par renouvellement - est avantageuse, mais aussi que pour satisfaire à cette dépense la famille devra prélever une certaine partie de son revenu - ce qui se fera bien sûr aux dépens de la consommation immédiate. Naturellement cela ne sera possible que si la valeur en termes de consommation de la somme prévue pour les dépenses de production paraît inférieure, aux yeux de la famille à la valeur de cette même somme en termes de production (3).

Il est évident que plus le produit annuel est considérable, plus la famille éprouve de facilité à en tirer les moyens de former du capital. Quand les temps sont difficiles, par suite de mauvaises récoltes, ou d'un état désavantageux du marché, il devient malaisé pour la famille de prélever sur sa mince rémunération une part destinée normalement à être consommée et de l'utiliser à la formation de capital nouveau, ou simplement au remplacement ordinaire du capital circulant.

A propos du système d'exploitation basé sur le travail familial, ou, en d'autres termes à propos de la structure économique d'une société où la production provient d'exploitations paysannes ou artisanales, et d'où l'institution du travail salarié est absente, on peut donc définir les catégories suivantes :

(2) La formule M-C-M' provient du volume I du Capital de Marx (2ème partie, chapitre 4. M = monnaie, C = biens, et M' = la somme avancée originellement, plus un accroissement.

(3) La confrontation et la comparaison des évaluations subjectives, en termes de production et de consommation, de la n-ième unité du produit du travail, constituent l'un des problèmes les plus compliqués de la théorie de l'exploitation familiale. Ce problème est traité en détail dans le 4ème chapitre de mon livre : Die Lehre von der bäuerlichen Wirtschaft, Berlin, P. Parey, 1923. Dans notre analyse, nous prenons comme mesure de la valeur en termes de production le degré de fatigue due au travail qui doit être supporté si la n-ième unité de revenu n'est pas utilisée à la formation ou au renouvellement du capital.

1. La rémunération unique et indivisible du travail familial réagissant sur les facteurs qui contribuent à former la rente (4).
2. Le prix des marchandises
3. La reproduction des moyens de production (formation de capital, au sens le plus large du terme).
- 4.-Les prix du capital dans la circulation du crédit.
5. Les prix de la terre.

Nous parvenons à une image encore plus spécifique si nous compliquons la forme de l'exploitation familiale étudiée ici en supposant que la catégorie des prix du marché n'existe pas, c'est-à-dire qu'il n'y a pas d'échanges de marchandises. A première vue, il semblerait que l'exploitation familiale parfaitement naturelle ne doive pas être le théâtre de phénomènes économiques, quels qu'ils soient. Si l'on y regarde de plus près, cependant, on s'aperçoit qu'il n'en va pas du tout ainsi. Il paraît possible de trouver toute une série de relations sociales et économiques dans le bloc social et économique constitué par plusieurs exploitations entièrement à base de travail et satisfaisant leurs besoins in natura. Ces relations dominent l'organisation de chacune des exploitations prises séparément et uniformisent leur structure de production.

En fait, la structure économique intérieure et privée des exploitations familiales individuelles fonctionnant en économie de subsistance est semblable à celle des exploitations qui pratiquent l'échange de biens, exception faite de quelques particularités concernant le calcul des possibilités de profit, indiquées au début de cet article. La même notion de possibilité de profit constitue le facteur déterminant; il devient encore plus évident qu'il est impossible d'appliquer la formule de profit d'une entreprise capitaliste. L'équilibre économique entre la satisfaction de la demande et la fatigue due au travail se détermine aussi de la même façon. On peut en dire autant de la formation et du remplacement des moyens de production. Même en l'absence du facteur rente dû à la localisation du marché, les diverses conditions pédologiques et climatiques introduisent à n'en pas douter dans le système de l'unité économique de subsistance quelque chose qui ressemble à une rente.

En ce qui concerne la structure de l'exploitation naturelle de subsistance, la constatation importante est celle-ci : l'intensité et les formes d'organisation de la culture dépendent dans une très large mesure de la quantité de terre utilisable, de la taille de la famille de travailleurs (5) et de l'importance de sa demande -c'est-à-dire de facteurs internes : taille et composition de la famille, rapport entre ces éléments et la quantité de terres cultivées. Ainsi, la densité de population et les formes d'utilisation deviennent des facteurs sociaux extrêmement importants qui déterminent fondamentalement le système économique. Un autre facteur social, moins important mais encore essentiel est le niveau de vie tradi-

(4) Nous mettons ce revenu unique et indivisible au nombre des catégories économiques parce qu'il est déterminé non seulement par des facteurs techniques mais aussi par tout un ensemble de facteurs sociaux : le développement d'un niveau habituel et traditionnel de la demande, la densité de la population, et en dernier lieu, les facteurs particuliers concourant à la formation de la rente.

(5) Labor family, die Arbeitsfamilie, Trudovaya Sem'ya : famille formant une unité économique et n'utilisant que son propre travail, sans faire appel à celui de salarié. Elle peut s'occuper d'agriculture ou d'artisanat.

tionnel, fixé par la coutume et l'habitude : il détermine l'étendue des exigences de consommation et, partant, l'effort de travail consenti.

Autrement dit, si nous isolons par la pensée une partie de l'économie naturelle et si nous analysons ce bloc social et économique, nous voyons que malgré l'absence de relations mutuelles et malgré la dissociation économique des unités individuelles, un certain nombre de processus économiques compliqués sont à l'oeuvre dans cet ensemble, le facteur principal étant le facteur démographique : densité de population et migrations. Ces deux derniers éléments régissent l'utilisation des terres, le niveau de prospérité, et par conséquent la quantité (toujours variable) de capital accumulé et de matière imposable chez la population considérée. Capital et capacités contributives forment la base sur laquelle on peut organiser l'état et la culture d'une nation.

Indépendamment des facteurs démographiques, des régions très prospères apparaissent là où des éléments de rente tels que la qualité du sol sont particulièrement efficaces. Des études empiriques menées dans des pays agricoles vivant partiellement en économie naturelle montrent que la contrainte non-économique - à défaut d'une influence régulatrice et d'une contrainte économique nées du marché - devient très importante; elle prend la forme d'un contrôle administratif de l'utilisation des terres, et quelquefois celle d'un mouvement migratoire accompagné de violences.

Ainsi, même dans un pays dont la structure est celle d'une économie absolument naturelle, nous pouvons trouver les catégories économiques et sociales suivantes, qui déterminent la structure des unités économiques individuelles :

1. Le produit indivisible du travail familial, constitué compte tenu de
  - a) la densité de population
  - b) le niveau habituel de la demande traditionnelle
  - c) la capacité d'engendrer une rente, propre aux bons sols et aux conditions climatiques favorables.
2. La capacité de la population de former du capital, et le caractère taxable de ce dernier, compte tenu du niveau de prospérité.
3. Les dispositions économiques et politiques émanant du pouvoir étatique qui contrôle, par contrainte extra-économique, le mode d'utilisation des terres et les migrations populaires.

En contraste total avec le système économique familial nous trouvons un autre type d'économie auquel manque aussi la catégorie du salaire : le système économique de l'esclavage. La différence apparaît nettement quand nous confrontons la structure des unités économiques propres à chaque système sur la base de leur morphologie économique spécifique. Le paysan et l'artisan travaillent de manière indépendante, ils sont complètement responsables de leur production et de leurs autres activités économiques. Ils disposent entièrement du produit de leur travail, et sont poussés à fournir ce travail par les demandes de leurs familles, à la satisfaction desquelles seule la fatigue due au travail met une limite. Aucun de ces facteurs n'apparaît dans l'économie de l'esclavage.

L'esclave participe à un processus de production dominé par une volonté étrangère; il n'est qu'un outil aveugle et n'a pas le droit de disposer du produit de son travail. Il est poussé à fournir une certaine prestation de travail par la menace de punitions et sa demande n'est satisfaite qu'à la discrétion de son propriétaire, et seulement dans la mesure où cela est nécessaire pour que sa capacité de travail soit maintenue.

L'entretien d'esclaves n'est rationnel pour l'entrepreneur propriétaire que s'il en tire un surplus réel après déduction du coût de l'entretien des esclaves. Après vente sur un marché, ce surplus constitue le revenu objectif tiré des esclaves. NIEBUHR a fait remarquer que l'institution de l'esclavage n'est apparue que le jour où la puissance productive du travail humain se développa suffisamment pour que ce surplus réel pût être obtenu.

Les frais d'entretien des esclaves sont déterminés par les normes physiologiques et par le type de travail demandé; on ne peut en faire une catégorie économique derrière laquelle se dissimuleraient des relations sociales et économiques compliquées analogues à celles afférentes à la catégorie du salaire. En conséquence l'esclave diffère à peine des bêtes de somme en ce qui concerne l'organisation de l'entreprise, si nous négligeons les normes éthiques modelant la vie patriarcale (dont l'importance est notable, par exemple dans l'esclavage musulman).

Telles qu'on vient de les préciser, les caractéristiques particulières de l'organisation économique privée d'une entreprise esclavagiste affectent toute une série de catégories économiques fondamentales. Le propriétaire d'esclaves reçoit à titre de revenu une certaine somme, après avoir déduit du produit brut de son entreprise les coûts matériels de production et les frais d'entretien des esclaves. Lorsqu'il a été fait déduction de l'intérêt habituel calculé sur l'investissement en capital fixe et circulant (mais non sur la valeur des esclaves), ce qui reste peut être imputé à l'utilisation des esclaves.

Dans la société capitaliste, ce résidu attribué au travailleur équivaudrait à la partie de son salaire excédant la valeur de la nourriture, de l'habillement et du logement fournis en nature par l'entrepreneur. Dans le système de l'économie esclavagiste, la partie du produit imputée économiquement au travail servile n'est pas prélevée par l'esclave mais par son propriétaire, en raison du droit que celui-ci possède sur l'esclave; cela devient une nouvelle sorte de revenu non-gagné, qui est en fait la raison d'être de l'esclavage.

Ce revenu n'est plus seulement une simple norme technique comme le coût d'entretien des esclaves; il est déterminé par la structure compliquée de toute une série de relations économiques et sociales. C'est une catégorie économique, qui constitue la rente des esclaves que le propriétaire reçoit sur la base de son droit de propriété. Si l'unité économique esclavagiste est agricole, le revenu non-gagné tiré de la propriété d'esclaves s'accroît au fur et à mesure que les conditions de production et de transport deviennent plus avantageuses. Puisque l'esclave et sa prestation de travail demeurent identiques, et puisque le revenu du maître des esclaves ne ~~dépendrait~~ pas si l'on remplaçait certains esclaves par d'autres, le revenu supplémentaire que nous examinons ici ne saurait être rattaché au fait de posséder des esclaves en tant que tel, mais doit être attribué à la qualité du sol ou à une situation avantageuse du point de vue du marché: on doit donc le considérer comme une rente différentielle ordinaire. Pour autant qu'il soit possible d'obtenir les mêmes résultats techniques en se basant sur le travail servile et sur le travail salarié, cette rente économique correspondra quantitativement à celle de l'agriculture capitaliste.

Ainsi, toutes les catégories sociales et économiques de l'économie capitaliste peuvent garder leur place dans le système théorique de l'économie esclavagiste; il faut substituer la catégorie "rente des esclaves" à la catégories "travail salarié". Le propriétaire d'esclaves s'approprie la rente des esclaves, et sa valeur capitalisée équivaut au prix de l'esclave envisagé comme phénomène objectif de marché.

La détermination quantitative de la rente des esclaves se fonde sur la productivité de l'usage d'esclaves, de manière analogue à la détermination du salaire par la productivité du travailleur marginal telle que la calculent les théoriciens anglo-américains dans leurs systèmes. La détermination quantitative du prix du marché pour un esclave est un peu plus compliquée. Nous avons déjà <sup>fait</sup> remarquer que ce prix tend à s'aligner sur la rente capitalisée de l'esclave marginal.

En un certain sens, ceci constitue le prix de demande, alors que le coût direct de production de l'esclave (6) constitue le prix d'offre. A ce point de vue, nous devons distinguer deux systèmes d'économie esclavagiste :

1. Un système dans lequel l'offre d'esclaves est alimentée, au cours de guerres chez les peuples étrangers, par la capture d'esclaves déjà adultes. L'exploitation de leur travail est complète, et mène à une rapide destruction; cela évite les dépenses liées à la formation des enfants (reproduction) et à l'entretien prolongé des adultes.
2. Un système dans lequel l'offre est alimentée naturellement par la reproduction des esclaves au sein de la famille servile elle-même; cela entraîne bien entendu des coûts - soit du fait des dépenses liées à la formation de la génération montante, soit du fait des réductions dans le degré d'exploitation de la force de travail servile, particulièrement chez les femmes.

Dans le premier cas, le coût direct de la production d'esclaves est le coût de la capture; dans le second cas, le coût direct résulte du fait d'élever et d'éduquer des enfants, et il est en général beaucoup plus élevé. Pendant les périodes historiques favorables à la capture belliqueuse d'être humains, - par exemple dans l'ancienne Rome, dans les anciens états du Moyen-Orient et même, pendant les premières décades, En Amérique Espagnole-, le coût direct, ou coût de production des esclaves, était très bas. Une fois capitalisée, la rente habituelle des esclaves (7) surpassait de beaucoup de coût. La preuve en est le prix élevé qu'atteignaient sur le marché les patentes d'esclaves de la couronne espagnole, avec lesquelles étaient établies, les licences de capture et d'importation des esclaves pendant la première période de l'importation des négres en Amérique.

(6) Dans la version anglaise : prime cost. La distinction entre supplementary et prime cost coïncide pratiquement avec celle des coûts fixes et variables. Les supplementary costs désignent ce qu'il en coûte pour que l'entreprise continue d'exister, même quand la production est nulle. Les prime costs sont les dépenses encourues directement du fait de la production.

(7) La rente des esclaves signifie le revenu tiré de la propriété d'esclaves.

Le matériau humain était bon marché, ce qui permettait de se l'approprier en quantité croissante, et permettait aussi d'utiliser les esclaves avec une productivité du travail décroissante, jusqu'au point bien sûr où la rente régulièrement décroissante des esclaves devenait égale au coût direct de leur acquisition. Ce facteur déterminait le prix du marché de l'esclave et l'extension d'une économie fondée sur l'esclavage. Lorsque des attaques fréquentes épuisèrent les sources de la capture violente d'esclaves, le coût d'acquisition augmenta; le prix de marché des esclaves s'accrut rapidement, et de nombreux usages de l'esclave productifs d'une petite rente cessèrent d'être profitables et durent peu à peu être abandonnés. Le résultat fut que l'économie fondée sur l'esclavage perdit de son extension.

Nous pouvons conclure de tout ceci qu'un important facteur de déclin de l'ancien système de l'esclavage fut le suivant : la guerre et la capture durent être abandonnées en tant que source d'approvisionnement en esclaves et remplacées par une production pacifique fondée sur la reproduction naturelle. L'unité économique ancienne dut alors faire face à des coûts direct élevés, qui dépassèrent bientôt la rente capitalisée de l'esclave.

De toute manière, le prix des esclaves, en tant que phénomène sujet aux lois du marché est une catégorie objective qui détermine la production d'esclaves dans un calcul économique privé. Il est clair que l'unité économique fondée sur l'esclavage, du point de vue privé, ne peut paraître avantageuse que si la production d'esclaves fait apparaître un produit net au moins égal à la rente des esclaves existant objectivement pendant la période considérée et se manifestant par le moyen du marché dans le prix des esclaves.

Nous devons souligner aussi que l'esclavage, ou pour parler plus généralement, la mise en servitude d'êtres humains, se présente, en tant que phénomène économique, sous des formes variées différant beaucoup les unes des autres. Ainsi, le sevrage russe caractérisé par l'obrok (7) diffère beaucoup du système décrit ci-dessus. L'obrok traduit une combinaison particulière entre l'exploitation fondée sur le travail familial et l'exploitation fondée sur l'esclavage. A ce titre, il présente un extraordinaire intérêt théorique.

L'exploitation d'un paysan assujéti à l'obrok était organisée comme l'est habituellement une exploitation fondée sur le travail familial. La famille de travailleurs affectait sa force de travail toute entière à son activité agricole ou à toute autre activité économique. Mais une contrainte non-économique obligeait l'exploitation à verser au proprié-

---

(7) Quitrent dans la traduction anglaise, c'est-à-dire rente fixe, payable à un féodal à la place de certains services. En français : cens. Comme il ne s'agit que d'équivalents, je préfère conserver le terme russe (Ph.C.).

Le droit russe du servage distinguait 3 sortes de serfs: (1) Les domestiques (dvorovye) destinés à satisfaire les besoins du propriétaire lui-même et de sa famille par un service domestique personnel; sans cultiver d'exploitations personnelles, ils pouvaient être employés sur le domaine, pour autant que le manoir en possédât un. (2) D'autres serfs devaient une corvée (bars hohina): ils géraient leurs propres exploitations mais devaient en même temps rendre certains services sur les terres ou sur le manoir de leur maître à certains jours de la semaine. (3) D'autres enfin étaient des paysans à obrok, utilisant leur force de travail sur leur propre terre, mais obligés de verser au propriétaire une partie du produit.

taire, de la famille de serfs une portion précise du produit obtenu grâce à son travail. Cette portion était appelée obrok et représentait la rente des serfs.

En dépit de certaines similitudes dans la situation juridique du serf et de l'esclave, les structures économiques de l'unité économique esclavagiste d'une part et de l'unité économique fondée sur le servage d'autre part sont de nature absolument différente. L'obrok ne coïncide ni quantitativement ni qualitativement avec la rente des esclaves.

Dans sa structure économique privée interne, l'exploitation d'un paysan serf assujéti à l'obrok ne diffère en aucune façon de l'exploitation fondée sur le travail familial que nous connaissons déjà. Dans ce régime, la famille dirige sa propre exploitation sous sa responsabilité, et elle dispose du produit. La famille est amenée, de par ses besoins, à intensifier sa capacité de travail, et la quantité de produit est déterminée par un équilibre, propre à l'exploitation fondée sur le travail familial, entre la fatigue due au travail (pour l'ensemble de la famille) et le degré de satisfaction de la demande. Dans le système de l'obrok toutefois, des facteurs non-économiques contraignent la famille à atteindre cet équilibre de telle manière que le produit obtenu satisfasse non seulement sa propre demande mais aussi l'obrok payable au propriétaire.

La demande de valeurs matérielles est donc beaucoup plus forte que dans l'exploitation de paysans libres. En conséquence, l'équilibre entre la fatigue due au travail et le degré de satisfaction de la demande est atteint grâce à un degré d'auto-exploitation du travail très supérieur à celui de l'exploitation de paysans libres. Pourtant, l'input de travail supplémentaire qui vient d'être mentionné ne fournit pas un produit additionnel suffisamment grand pour acquitter l'obrok; cet obrok doit donc être payé en diminuant la satisfaction de la demande familiale. Par conséquent, la famille qui paye l'obrok a un niveau de bien-être inférieur à celui de la famille paysanne libre.

En payant l'obrok au propriétaire foncier, grâce à un effort en travail accru et à une satisfaction moindre de sa demande, l'exploitation fondée sur le servage crée une autre catégorie économique : le revenu non-gagné tiré de la propriété des serfs, la rente des serfs. Si l'on néglige ce paiement d'une rente, l'exploitation assujéti à l'obrok demeure en tous points une exploitation ordinaire fondée sur le travail familial, caractérisée par tous les traits d'organisation énumérés ci-dessus.

Si nous voulons nous tourner vers le facteur qui détermine le montant de l'obrok, nous devons examiner d'abord sa nature particulière. Le niveau d'une rente obtenue par le moyen d'une contrainte non-économique est déterminé par la volonté du propriétaire. Il est dans son intérêt de maximiser la rente; la seule barrière naturelle est le danger que l'exploitation des serfs ne soit ruinée et ne perde ainsi ses capacités de paiement.

Le niveau de l'obrok peut-être considéré comme normal tant qu'il est payé par les serfs grâce à des inputs accrus de travail, ou grâce à une diminution de leur consommation, mais non au détriment de l'entretien et du renouvellement nécessaire du capital. Si la pression de l'obrok met fin au renouvellement du capital de l'exploitation, le système commence à détruire ses propres racines.

Les exploitations assujetties à l'obrok qui se trouvent, du point de vue de la formation des rentes, dans des conditions relativement meilleures que les autres, sont évidemment capables de payer des sommes beaucoup plus élevées aux propriétaires fonciers. Un tel accroissement de l'obrok ne peut être attribué aux inputs de travail humain, mais au sol; **il constate donc une rente différentielle ordinaire.**

Sur un libre marché de la terre et des serfs, la part de l'obrok imputée au sol et formant la rente dérivée du sol est capitalisée et donne le prix de la terre; le reste, imputé au travail des serfs et formant la rente des serfs, est capitalisé et donne le prix de marché des serfs. Il ne semble pas nécessaire de prouver que la rente tirée des serfs est déterminée par l'aptitude du paysan marginal, produisant dans des conditions défavorables, à payer l'obrok, alors que la rente différentielle, dans les mêmes circonstances, est déterminée par la différence entre l'aptitude à payer du paysan marginal et celle de toute autre exploitation paysanne. Compte tenu de la grande différence qualitative entre les processus selon lesquels l'obrok et la rente des esclaves se forment et sont acquittés, compte tenu également de la différence entre l'organisation productive de l'exploitation de grande dimension fondée sur l'esclavage et celle de la petite unité cultivée par des serfs, nous ne pouvons nous attendre à ce que la rente des serfs et la rente des esclaves soient quantitativement égales.

Les différences entre le processus de formation du prix des serfs d'une part et du prix des esclaves d'autre part sont encore plus grandes. Nous avons déjà souligné que le coût direct d'acquisition des esclaves joue un rôle considérable dans la formation de leur prix. Dans le cas d'une exploitation de serfs assujettie à l'obrok, cependant, le propriétaire ne supporte pas de coûts économiques au titre de la reproduction du matériau humain. Le nombre des serfs n'est donc pas déterminé par l'équilibre entre le produit marginal des serfs et le coût direct marginal, comme c'est le cas pour l'exploitation fondée sur l'esclavage; l'augmentation par voie de procréation, et par conséquent le nombre des serfs <sup>dépend des serfs</sup> eux-mêmes. En conséquence, les capacités de paiement du serf marginal c'est-à-dire la rente du serf marginal, sont déterminées par le nombre des serfs dans un pays donné à une époque donnée.

Ce qui a été dit ci-dessus suffit pour une description morphologique de l'exploitation à l'obrok. En confrontant ce système avec le type économique de l'exploitation fondée sur l'esclavage, nous pouvons nous convaincre que les deux systèmes diffèrent complètement et sont déterminés dans leurs relations économiques par des éléments objectifs très différents, en dépit de quelques similitudes juridiques extérieures.

Cette confrontation fait apparaître clairement les différences fondamentales entre les <sup>deux</sup> types d'économie. Il y a lieu de noter que les deux systèmes diffèrent aussi quant à leur conception de la rentabilité et du calcul économique.

Catégories économiques dans les systèmes  
de l'esclavage et du cens (Obrok)

---

Esclavage	Cens ( <u>Obrok</u> )
1. Prix des marchandises	1. Prix des marchandises
2. Capital, avancé par le propriétaire d'esclaves et circulant sous forme capitaliste dans le processus de production (M - C - M+m). Une partie de ce capital équivaut au coût d'entretien des esclaves.	2. (Biens de capital possédés par les serfs (la production est réalisée selon les formes propres à l'exploitation fondée sur le travail familial); la catégorie n'est pas économique mais naturelle).
3. (Coût d'entretien des esclaves; catégorie non économique, mais naturelle)	3. Produit indivisible du travail de la famille.
4. Profit du capital (intérêt)	4. Intérêt sur le capital emprunté.
5. Rente des esclaves	5. Cens des serfs.
6. Prix des esclaves	6. Prix des serfs.
7. Rente différentielle	7. Revenu, analogue à une rente, perçu par le propriétaire en raison de l'effet des facteurs générateurs de rente sur le niveau du cens.
8. Prix de la terre.	8. Prix de la terre.

---

Dans l'unité économique fondée sur l'esclavage, l'entrepreneur parvient à une formule à peine altérée de calcul capitaliste en ce qui concerne le concept de rentabilité de son entreprise. Sous la rubrique des dépenses, il met, au lieu de salaires, les frais d'entretien des esclaves, tels qu'ils sont déterminés techniquement et physiologiquement. Il divise son produit net en trois parties : intérêt du capital, rente et rente des esclaves.

Les choses sont toutes différentes dans l'unité économique assujettie à l'obrok. Cette unité se caractérise par une certaine hétérogénéité économique : le concept de rentabilité propre à la famille paysanne est celui que nous trouvons dans l'exploitation fondée sur le travail familial, mais pour le reste, le calcul de l'homme qui possède de la terre et des serfs est typiquement celui d'un rentier, et exprime la recherche d'un investissement en capital aussi profitable que possible.

La différence de nature entre l'exploitation à obrok et l'exploitation cultivée par des esclaves entraîne deux conséquences économiques très particulières. Le propriétaire de paysans qui payent un obrok a des droits de propriété et des droits sur la rente, mais en même temps, à la différence de l'entrepreneur dirigeant une exploitation d'esclaves, il ne possède pas sa propre unité de production. Ceci apparaît clairement quand on considère l'influence intéressante exercée par les facteurs démographiques sur l'obrok, alors que la rente, dans l'exploitation d'esclaves, est indépendante de ces facteurs.

De plus, dans l'organisation de l'unité économique fondée sur l'esclavage, le nombre d'esclaves peut s'adapter et s'adapte en fait à la demande de travail optimum de l'unité, c'est-à-dire au degré optimum d'intensité assurant la rente des esclaves maximum. Dans l'unité économique composée de serfs, la relation entre la force de travail disponible et la quantité de terre cultivée ne peut être orientée aussi facilement vers un optimum par le propriétaire de la terre et par le paysan, car sauf rares exceptions, le mouvement de la population dans ce régime présente un caractère purement naturel et élémentaire. Nous avons donc ici une possibilité de surpopulation relative qui, comme nous l'avons déjà fait remarquer dans notre analyse de l'exploitation à travail familial, entraîne une intensification au delà de l'optimum et fait décroître le niveau de vie de la population ainsi que sa capacité de payer l'impôt.

Nous obtenons le résultat suivant : une rente négative de surpopulation, qui absorbe une grande partie du cens. Le seul moyen de sortir de cette situation est de faire quitter à toute une partie des serfs la zone surpeuplée et de leur faire coloniser des régions peu peuplées. Dans ce cas, naturellement, nous obtenons un accroissement notable de la rente des serfs produite par la population transférée, puisque cette dernière se trouve désormais dans un rapport optimum avec la terre. Le prix des serfs (résultant d'une capitalisation de la rente) augmente en même temps que la rente. Cela rend très avantageux tout déplacement de population et tout mouvement de colonisation, à la fois pour le propriétaire d'une zone productrice de cens et pour les paysans intéressés.

Pour conclure cette confrontation des exploitations dotées de serfs et d'esclaves, nous aimerions insister de façon très pressante sur le fait suivant : la situation du marché, ainsi que les conditions naturelles et historiques étant les mêmes, les rentes obtenues dans les deux cas (esclaves et serfs) n'ont pas toujours la même importance; en fait, leur niveau peut-être très différent. Pour examiner dans tous ses détails ce problème très intéressant, il serait nécessaire d'analyser empiriquement d'abondants matériaux. Nous nous contenterons de mentionner à propos de cette différence dans le niveau des rentes, qu'à l'époque des serfs, dans l'ancienne Russie, nous pouvons reconnaître des régions où prédomine une forme d'économie basée sur le cens, et d'autres caractérisées par une rente du travail c'est-à-dire, économiquement, une tendance vers une organisation économique fondée sur l'esclavage. Au cours des temps, les limites géographiques de ces régions ont varié sous la pression de nombreux facteurs. La rente des esclaves fut supérieure ou inférieure au cens des serfs, selon les endroits et selon

les époques ; s'adaptant à ces changements, les propriétaires firent supporter à leurs paysans, selon la situation du marché, soit une rente du travail, soit un cens.

L'imposition d'un système de fiefs dans une région à économie naturelle agraire, phénomène fréquent dans l'histoire, présente un grand intérêt pour l'analyse théorique. C'est une forme spéciale d'économie féodale dans laquelle la strate de base des producteurs primaires - paysans tributaires - continue à vivre dans une économie complètement naturelle et paye tribut en nature au chef féodal, alors que les bénéficiaires du tribut ducs, comtes, monastères, etc. transforment en espèces sur des marchés éloignés la rente économique et les rentes des serfs qu'ils ont perçues en nature.

Dans ce système, avec une structure économique générale correspondant au type d'économie de serfs et de cens que nous venons d'étudier, il est particulièrement intéressant de considérer la formation du prix des produits rassemblés par le seigneur féodal grâce à des paiements en nature puis vendus sur des marchés éloignés. Manifestement, l'élément représenté par le coût de production ne peut jouer aucun rôle, à moins qu'on ne considère comme coût direct de production l'entretien d'un dispositif de coercition (non économique) servant à recueillir le tribut et à supprimer la rébellion.

Nous savons que le propriétaire d'un serf qui paye un cens et celui d'une tenure féodale ne participent que très peu à l'organisation concrète de la production. La quantité de produit qui forme la rente féodale est une quantité livrée en nature, limitée par la capacité de payer tribut spécifique de la population dépendante du domaine ; cette quantité ne peut être impunément augmentée. Cependant, le seigneur féodal peut, dans une certaine mesure, introduire des changements dans la composition des produits recueillis auprès de la population sous forme de paiements en nature. Il essaiera d'adapter cette composition à l'état du marché. Toutefois étant donné la flexibilité limitée des exploitations paysannes, des barrières significatives s'opposent aussi à ce genre d'intervention économique du seigneur féodal. En conséquence, de telles interventions, tout comme l'intervention du seigneur sur le marché, sont presque toujours condamnées à demeurer passives. Les prix des marchandises appartenant au seigneur ne sont pas reliés à la production, et sont entièrement dépendant de la receptivité du marché. Ce sont des prix permettant de liquider une quantité donnée de certains biens.

Etant donné la forme de cet échange, et son orientation monétaire, la rente qui se dirige vers le seigneur féodal du fait de la tenure dont il est maître dépend non seulement des quantités payées en nature, mais encore de l'état du marché où se vendent les produits obtenus. Les fluctuations de ce marché peuvent, bien que les quantités payées en nature soient constantes, influencer favorablement ou défavorablement la rente, et par conséquent le prix de la tenure. La seule activité économique possible pour un seigneur féodal doit donc se restreindre à certaines mesures économiques ou politiques qui lui paraissent aptes à accroître la prospérité de ses tenanciers, donc leur capacité de payer l'impôt.

A côté de ces cinq types principaux d'économie organisés d'une manière non-capitaliste, il s'est trouvé dans notre passé économique et il se trouve encore aujourd'hui quantité d'autres formes, aussi bien indépendantes que de transition. Ainsi, dans la grande catégorie de l'agriculture paysanne, nous pouvons distinguer :

1° L'exploitation fondée sur le travail familial

2° Celle qui utilise du travail salarié en plus du travail

familial, sans aller pourtant jusqu'à acquérir le caractère capitaliste.

L'étude théorique de ce dernier cas montre que la présence de la catégorie "salaire" change dans une certaine mesure le contenu des catégories habituelles de l'exploitation basée sur le travail des membres de la famille, mais n'y substitue pas entièrement les catégories d'une exploitation capitalistes.

Sans aucun doute, il faut aussi admettre que le travail à l'époque du servage en Russie n'impliquait pas esclavage au sens de l'esclavage des noirs en Amérique, ou au sens de l'esclavage du monde antique - encore qu'il ait pu se trouver des ressemblances, et bien que les lois économiques régissant la rente du travail ne coïncident plus avec celles que nous avons dégagées pour l'exploitation à obrok. Nous ne pouvons pas non plus faire cadrer l'exploitation antique (Oikos) avec le schéma correspondant à l'un des types économiques purs que nous avons étudiés.

La progression et le développement actuels des trusts dans l'industrie capitaliste, de même que les formes de capitalisme étatique ou municipal reconnaissables au commencement du vingtième siècle ne concordent très probablement pas avec le schéma mis au point par la théorie classique de l'économie, et exigeront une révision des doctrines. De très intéressantes complications doivent aussi résulter pour la théorie économique du système de coopératives agricoles qui évolue rapidement sous nos yeux. Pourtant, nous préférons nous limiter à ce que nous avons déjà dit : l'analyse qui vient d'être faite de cinq types économiques différents suffit à rendre claire l'impossibilité d'appliquer les catégories habituelles de l'économie politique à tous les cas concrets. Ce court article ne peut donner une théorie complète des formes économiques non-capitalistes.

Nous devons faire une exception pour un système économique qui n'a pas encore atteint un stade de réalisation complète, mais qui, dans une large mesure, a attiré l'attention des théoriciens modernes. Nous voulons parler du collectivisme d'état, ou communisme : d'une part quant à la façon dont ses fondements ont été élaborés dans les traités théoriques, et d'autre part quant aux tentatives de réalisation concrète qui ont eu lieu à divers moments de l'histoire humaine.

Malheureusement, dans leur critique de la société capitaliste, Marx et les <sup>plus</sup> importants de ses disciples n'ont développé nulle part de manière complète les fondements positifs de la structure d'organisation d'une économie socialiste. Nous devons donc nous-mêmes essayer de construire la théorie d'une telle structure en prenant comme point de départ certaines des observations de Marx dans "La misère de la philosophie", quelques études de N. Boukharine et E. Varga, et surtout les idées qui ont inspiré les tentatives concrètes de création d'une société communiste dans divers états européens pendant la période qui va de 1918 à 1920.

D'après ces tentatives, le communisme est un système économique dans lequel tous les fondements économiques de la société capitaliste - capital, intérêt sur le capital, salaire, rente - sont totalement éliminés, cependant que tout l'appareil technologique de l'économie moderne est préservé et même amélioré.

Dans l'ordre économique communiste, l'économie nationale est conçue comme une seule et puissante unité économique appartenant au peuple entier. La direction de cette unité relève de la volonté du peuple, par le canal des organes de l'Etat, et l'Etat administre l'unité économique selon un plan unifié qui utilise pleinement toutes les possibilités techniques et toutes les conditions naturelles favorables.

Puisque l'économie est conçue comme une unité unique, l'échange et le prix disparaissent du système en tant que phénomènes sociaux objectifs (8). Les produits manufacturés cessent de constituer des valeurs ayant une signification sur le plan monétaire ou sur le plan de l'échange : ils ne sont plus que des biens distribués selon un plan étatique de consommation. Toute l'économie de ce régime se réduit à l'élaboration de plans de consommation et de production, et à l'établissement d'un équilibre entre les deux.

Comme dans l'exploitation familiale, le dépense de travail social, évidemment, est poussée ici jusqu'au point où l'équilibre entre la fatigue due au travail et la satisfaction de la demande sociale a été atteint. Il est clair que ce point est fixé <sup>par</sup> les organes de l'Etat qui dressent les plans de production et de consommation et qui doivent harmoniser ces plans. Puisque le niveau de vie de chaque travailleur est déterminé par l'Etat et, pris isolément, n'a pas de rapport avec le produit du travail de l'intéressé (la quantité produite), ce travailleur doit être incité au travail par la conscience morale, par des sanctions de l'Etat et peut-être même par un système de récompenses.

A la différence des systèmes économiques dont il a été question jusqu'ici, et qui tous peuvent exister de manière purement automatique et élémentaire, un ordre économique communiste requiert, pour sa maintenance et sa continuation en accord avec le plan de l'Etat, un effort social continu et, pour prévenir la naissance d'activités économiques non prévues au Plan, un certain nombre de sanctions économiques et non-économiques. Conformément à ces propositions, nous n'introduirons dans le système du communisme d'Etat aucune des catégories économiques qui servent à l'analyse des systèmes considérés plus haut. Une seule exception : le processus (purement technique) de production et de reproduction des moyens de production.

Notre, présentation, qui dévoile la morphologie du système, contribue peu à la compréhension de sa dynamique, mais cette dernière tâche est sans doute impossible tant qu'on n'aura pu observer le fonctionnement du régime, et tant que les théoriciens n'auront pas mis au point une théorie développée de l'organisation (9).

---

(8) Les impôts ne constituent pas des prix - (au sens de phénomène objectif sujet à ses propres lois).

(9) Il me semble que nous devons attendre que naisse une théorie de l'organisation pour obtenir une réponse aux trois questions suivantes, dont les solutions pourraient rendre plus spécifiques les éléments du mécanisme de de d'économie socialiste :

- a) Par quelle méthode et selon quels principes déterminera-t-on le degré d'effort social et le niveau de satisfaction de la demande, ainsi que l'équilibre nécessaire entre les deux, lorsqu'on établira les plans étatiques de consommation et de production ?
- b) Par quels moyen le travailleur individuel sera-t-il incité à l'effort, de telle sorte qu'il ne considère pas comme intolérable la prestation qu'on attend de lui conformément au plan de production, et de façon qu'il fournisse réellement cette prestation ?
- c) Quelles sont les mesures qui permettront d'empêcher dans la société socialiste le danger représenté par la création, sur la base des nouveaux rapports de production, d'une nouvelle stratification de classe engendrant des formes de distribution du Produit National susceptibles de priver le régime tout entier de ses idéaux élevés du début ?

Si l'on ne résout pas ces problèmes, on ne peut décrire le régime de l'économie socialiste que sous son aspect morphologique le plus général.

Si nous résumons les résultats de notre analyse, nous obtenons le tableau ci-joint, qui montre pour chacun des divers systèmes économiques étudiés quelles sont les catégories présentes et absentes.

Ayant résumé dans ce tableau les systèmes de catégories économiques que nous avons présentés, nous pouvons déduire de notre analyse certaines conclusions théoriques.

Tout d'abord, nous devons accepter comme indiscutable le fait que notre forme capitaliste actuelle d'économie représente seulement un cas particulier de la vie économique, et que la validité de la discipline scientifique appelée économie politique, telle que nous la concevons aujourd'hui, c'est-à-dire basée sur la forme capitaliste et destinée à étudier cette forme, ne peut pas et ne doit pas être étendue à d'autres formes d'organisation de la vie économique. Une telle généralisation de la théorie économique moderne, pratiquée par quelques auteurs contemporains, engendre des fictions et obscurcit notre compréhension de la nature des formations non-capitalistes et de la vie économique d'autrefois.

Certains cercles scientifiques ont évidemment pris conscience de tout cela, et l'on a souvent trouvé nécessaire de construire une théorie économique universelle dont les concepts et les lois embrasseraient toutes les formations possibles de la vie économique des hommes. Nous essayons d'éclaircir la question de savoir s'il est possible de construire une telle théorie, et si cette dernière constituerait un outil indispensable pour la connaissance scientifique.

Comparons d'abord les divers types de formations économiques que nous avons étudiés plus haut et énumérons les principes et les phénomènes qui leur sont communs : Nous en trouvons cinq :

1. La nécessité d'équiper la force de travail humaine de divers moyens de production dans le but d'organiser la production ; la nécessité d'affecter une partie de la quantité produite annuelle à la formation et à la reproduction des moyens de production.
2. La possibilité d'accroître considérablement la productivité du travail en appliquant le principe de la division du travail tant au point de vue technique qu'au point de vue social.
3. La possibilité de faire fonctionner l'agriculture avec différents niveaux d'effort en travail et selon différentes modalités de concentration des moyens de production par unité de surface ; la possibilité d'accroître la quantité produite par unité de surface et par unité de travail en intensifiant l'activité agricole. On doit tenir compte du fait que le produit n'augmente pas aussi vite que les inputs de travail et de moyens de production.
4. L'augmentation de la productivité du travail et de la quantité produite par unité de surface résultant d'une meilleure qualité du <sup>de</sup> sol, d'une configuration plus favorable des surfaces et / meilleures conditions climatiques.
5. Etant donné un niveau relativement élevé de productivité du travail humain, la possibilité pour un travailleur de produire pendant une année de travail une quantité de biens supérieure à ce qui est nécessaire pour entretenir sa capacité de travail et assurer à sa famille les moyens de vivre et de se reproduire. Cette situation préconditionne tout développement de la société et de l'Etat.

Systèmes économiques

Catégories économiques	Economie familiale			Economie féodale (1)			Communisme	
	Capitalisme	Economie de marchandises	Economie naturelle	Esclavage	Servage et cens	Economie de propriétaires		Economie paysanne
- Prix des biens et unique	+	+	-	+	+	+	-	-
- Produit indivisible/du travail familial	-	+	+	-	+	-	+	-
- Processus technique de production ou de reproduction des moyens de production	+	+	+	+	+	-	+	+
- Capital avancé par l'entrepreneur et circulant dans la production selon la formule M-C-M+m	+	-	-	+	-	-	-	-
- Intérêt sur le capital (revenu du rentier)	+	+	-	+	+	+	-	-
- Salaires	+	-	-	-	-	-	-	-
- Rente des esclaves ou des serfs	-	-	-	+	+	+	+	-
- <del>Prix</del> des esclaves ou des serfs	-	-	-	+	+	+	-	-
- Rente différentielle	+	+	-	+	+(2)	+(3)	-	-
- Prix de la terre	+	+	-	+	+	+	-	-
- Plan de production de l'Etat	-	-	-	-	-	-	-	+
- Régulation par voie de contrainte extra-économique nécessaire à la maintenance du régime	-	-	+	+	+	+	+	+

- (1) L'économie féodale est une symbiose entre l'économie naturelle (fondée sur le travail) des paysans payant tribut et l'orientation vers l'échange monétaire des seigneurs féodaux vendeurs de marchandises. Cette économie a donc deux objets de nature différente et deux systèmes de catégories économiques dont les éléments ne coïncident pas. D'où les deux colonnes du tableau.
- (2) La rente ne se manifeste pas ici en tant que catégorie spéciale de revenu indépendant ; néanmoins les facteurs de rente affectent le niveau du produit indivisible et unique du travail familial.
- (3) La rente est présente ici en tant que catégorie de revenu économique, mais sa genèse diffère de celle propre au système capitaliste.

Si nous examinons de près ces cinq principes universels de l'activité économique humaine, nous remarquons que ce sont tous des phénomènes naturels et techniques. Il s'agit ici de l'économie des choses (in natura).

Ces phénomènes, bien que souvent ignorés par les théoriciens de l'économie et considérés par eux comme intéressants seulement au point de vue de la production technique, sont extrêmement importants. Actuellement, dans le chaos de l'après-guerre, leur signification d'ensemble apparaît de manière particulièrement distincte puisque la structure compliquée de l'appareil économique de la société capitaliste a été détruite et puisque la monnaie a perdu son pouvoir d'exprimer la valeur de façon stable et abstraite.

Les cinq principes que nous avons mis en évidence ne contiennent pas d'élément permettant d'évaluer les choses. Si cette évaluation devenait possible, et si elle fondait le phénomène économique et social de la valeur objective, toutes les choses adopteraient pour ainsi dire un second mode d'existence. Elles deviendraient des valeurs, et le processus de production acquerrait, outre l'expression in natura, l'expression nouvelle in valore.

Alors seulement apparaîtraient toutes les catégories économiques que nous avons énumérées plus haut. Elles se réuniraient, en accord avec la structure sociale et juridique de la société, pour former l'un des systèmes économiques de valeur que nous avons analysés. Le système fondé sur la valeur, avec ses catégories, prend le pas sur le processus naturel antérieur de production et soumet toutes choses au calcul économique en termes de valeur.

De par sa nature, chacun de ces systèmes est très spécifique. A vouloir leur appliquer une même théorie universelle, on n'aboutirait qu'à des doctrines générales vides de tout contenu, par exemple, la formule exagérée qui fait référence au "type idéal" et selon laquelle dans tous les systèmes l'unité économique cherche à obtenir l'effet le plus grand possible avec un minimum d'inputs, ou d'autres formulations du même genre.

Il semble donc beaucoup plus indiqué pour l'économie théorique de construire une théorie économique particulière pour chaque régime économique. La seule difficulté, c'est que dans la vie économique, nous ne rencontrons que très rarement un ordre analogue à une culture pure, pour utiliser un terme emprunté à la biologie. Habituellement, les systèmes économiques existent côte à côte et constituent des conglomérats très compliqués.

Même aujourd'hui, des ensembles importants d'exploitations paysannes fondées sur le travail sont présents dans l'économie capitaliste mondiale. Des formations économiques qui ressemblent aux types économiques de l'esclavage ou de la féodalité se trouvent encore aux colonies ou dans les pays d'Asie. Si l'on analyse le passé économique, on rencontre encore plus fréquemment, on peut même dire constamment, de telles coexistences : parfois les débuts du capitalisme avec le système féodal ou le système des serfs, parfois l'esclavage à côté du servage et de l'économie libre à base de travail familial, etc.

Dans tous ces cas, puisque chaque système est fermé, il ne peut communiquer avec les autres que grâce aux éléments économiques objectifs que tous possèdent en commun, comme cela est manifeste dans notre tableau des systèmes économiques. Habituellement, ce contact se produisait sur le plan des prix du marché des biens et de la terre. Ainsi, par exemple, de l'émancipation des paysans (1861) à la Révolution de 1917, l'exploitation paysanne familiale a existé dans l'agriculture russe en même temps que l'entreprise de grandes dimensions. Cela menait à la destruction du capitalisme car les paysans, manquant relativement de terre, payaient plus pour la terre que la rente capitalisée de l'agriculture capitaliste. Inévitablement, il en résultait des ventes de grandes propriétés foncières aux paysans. Inversement, la rente du sol élevée qui caractérisait les exploitations capitalistes d'élevage de moutons dans l'Angleterre du XVIIIème siècle ont provoqué le pillage des tenures paysannes, incapables de payer une rente aussi considérable aux propriétaires.

Tout aussi caractéristique est la substitution du cens à la rente en travail, et inversement, à certaines époques du servage en Russie ; cette substitution venait du fait que la rente des esclaves dépassait le cens, ou l'inverse. Peut-être faut-il chercher la cause économique de l'abolition de l'esclavage dans le fait que la rente de l'exploitation capitaliste à base de travail salarié excédait la rente des esclaves. Ces exemples, et d'autres analogues, effacent tous les doutes relatifs à l'importance capitale du problème de la coexistence entre différents systèmes économiques. Aujourd'hui, notre univers cesse peu à peu d'être un univers européen. Au fur et à mesure que l'Asie et l'Afrique entrent de plus en plus souvent dans notre vie et dans notre culture, avec leurs formations économiques particulières, nous sommes contraints de montrer de l'intérêt pour les problèmes des systèmes économiques non-capitalistes.

Nous ne doutons donc pas que l'avenir de la théorie économique réside non dans la construction d'une théorie unique et universelle de la vie économique, mais dans la conception de plusieurs systèmes théoriques qui correspondent à la série des ordres économiques passés et présents, et qui rendent compte des formes de coexistence et d'évolution propres à ces différents ordres.